

Réponse du Groupe M6 à la Consultation publique de l'ARCEP sur le Projet de décision portant sur le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre

Préambule

Cette réponse fait suite à celle que nous avons transmise à l'ARCEP en Janvier 2015 lors de la précédente consultation publique et reprend un certain nombre d'éléments déjà exposés à cette occasion.

En premier lieu, nous ne saisissons pas le raisonnement qui conduit l'ARCEP à envisager un allègement des obligations mises en œuvre sur le marché, afin d'engager celui-ci dans un processus qui doit conduire à terme à une levée de la régulation *ex ante*, alors que sa propre analyse démontre la fragilité et l'insuffisance de la concurrence sur ce marché.

Il est ensuite très regrettable de constater que le projet de décision de l'ARCEP ne prévoit toujours pas de supprimer la péréquation tarifaire sur les sites non répliquables. Nous rappelons en effet que cette péréquation empêche toute transparence sur la structure de coûts de TDF puisque les tarifs site à site proposés ne reflètent pas les coûts associés, qui sont donc inconnus du marché.

Par ailleurs, nous réitérons notre position concernant l'encadrement tarifaire de TDF : tout site non répliqué devrait être considéré non répliquable (tarifs orientés vers les coûts) jusqu'à ce qu'il soit effectivement répliqué.

Enfin, le Groupe M6 accueille avec satisfaction l'étude par l'ARCEP d'un assouplissement des conditions de résiliation sur le marché amont. Néanmoins, en l'état, le projet de décision de l'ARCEP est trop vague et ne permet pas d'apprécier la portée de cette proposition.

Délimitation du marché pertinent

Le volume très important de sites du réseau complémentaire restant sans concurrence sur le marché de gros aval doit conduire à s'interroger sur la nécessité de mettre en place une régulation sur ce marché.

Constatant par ailleurs que le marché de transport des signaux TMS ne peut être dissocié complètement du marché de gros amont et des sites de l'opérateur historique, il convient là aussi de s'interroger sur l'intérêt d'une régulation spécifique à cette prestation.

Nous estimons également qu'il serait pertinent d'associer la diffusion hertzienne terrestre des services de radio au périmètre de la régulation, une large partie des sites de diffusion des services télévisuels étant également utilisés pour la diffusion de services de radio. En

effet, l'absence d'obligation d'accès sur le marché de la diffusion hertzienne terrestre des services de radio limite les possibilités de mutualisation pour les opérateurs alternatifs qui sont hébergés chez TDF dans le cadre du marché de gros amont de la diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels.

Enfin, il convient de s'interroger sur l'opportunité d'étudier la mise en place d'une régulation non seulement nationale, mais également régionale voire locale, afin d'éviter la constitution ou la reconstitution de monopoles locaux.

Réalisation du test des trois critères défini par la Commission européenne sur le marché visé

Notre analyse est conforme à celle de l'ARCEP concernant la réalisation du test des trois critères. En particulier, nous accueillons avec satisfaction la prise en compte des barrières administratives dans son analyse. Un assouplissement des conditions de sortie des contrats d'hébergement doit permettre de réduire la portée de cette barrière.

Nous prenons également note de l'analyse de l'ARCEP sur les contraintes réglementaires de localisation des sites de diffusion. Sur ce thème, il convient d'indiquer que, bien que les multiplex (à l'exception du R3) aient les mêmes obligations de couverture définies site par site par des contours de numérisation, le CSA envisage de conditionner l'agrément d'un nouveau site au maintien de la couverture du site précédent au lieu du seul respect du contour de numérisation correspondant. Il s'agit d'une contrainte nouvelle qui, si elle était mise en œuvre, constituerait une nouvelle barrière à l'entrée en ce qu'elle réduirait les possibilités de répliquer de nouveaux sites ou de développer la mutualisation des infrastructures déjà répliquées. Cela se vérifierait particulièrement pour les infrastructures alternatives déployées et agréées pour R7 et R8 et dont l'agrément pourrait être refusé pour des multiplex précédemment déployés sur l'infrastructure historique et disposant d'une référence de couverture antérieure qu'il faudrait alors considérer.

Par ailleurs, le passage de 8 à 6 multiplex va nécessairement rehausser les barrières économiques en réduisant les perspectives de mutualisation pour les opérateurs alternatifs.

Nous approuvons également l'analyse de l'ARCEP qui estime que ce marché n'évoluera probablement pas vers une situation de concurrence effective d'ici 2018.

En revanche, nous sommes beaucoup plus circonspects concernant son analyse sur le long terme de l'évolution du contre-pouvoir d'acheteur des opérateurs de multiplex : en effet, il existe un risque réel de poursuite de la consolidation sur le marché aval qui affaiblira nécessairement ce contre-pouvoir d'acheteur. Par ailleurs, TDF exerçant une influence significative sur le marché de la diffusion hertzienne terrestre, nous considérons que les opérateurs de multiplex n'ont qu'un contre-pouvoir limité lors des négociations pour l'achat de prestations de diffusion. Il convient en effet de rappeler que TDF est à date en situation

de non-concurrence sur environ la moitié du réseau TNT et qu'à peine plus de 400 sites alternatifs ont été construits (sur 1626 zones).

S'agissant de la « synchronisation » entre multiplex, encouragée par l'ARCEP dans son analyse, ce sujet pose quelques questions en termes de droit de la concurrence.

Enfin, les délais d'instruction des contentieux d'une part, et l'absence d'outils, tels que les obligations d'accès sur le marché de gros, semblent indiquer que le droit de la concurrence est insuffisant pour remédier aux défaillances du marché pertinent identifié.

Identification de l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché visé

Notre analyse est conforme à celle de l'ARCEP.

Obligations notamment tarifaires et non-tarifaires imposées à l'opérateur

La poursuite de la régulation du marché à travers ces obligations est nécessaire mais insuffisante.

Nous sommes favorables au principe d'orientation vers les coûts sur les sites non-réplicables et au principe de non-excessivité sur les sites répliquables.

Sites non-réplicables

Le maintien d'une liste de sites réputés non-réplicables est impératif. Le volume très important de sites du réseau complémentaire restant sans concurrence sur le marché aval et constituant une rente pour TDF devrait conduire à considérer que tout site non répliqué est non-réplicable (tarifs orientés vers les coûts) jusqu'à ce qu'il soit effectivement répliqué. La fin de l'obligation faite à TDF de proposer une offre d'hébergement permettant l'installation de nouveaux systèmes antennaires alternatifs sur ses pylônes (offre « Hébergement-TNT ») ne peut se concevoir qu'à cette condition.

Il est en revanche très regrettable de constater que le projet de décision de l'ARCEP ne prévoit toujours pas de supprimer la péréquation tarifaire sur les sites non-réplicables.

Sites répliquables

S'agissant des sites répliquables, la définition « récursive » de la non-excessivité pose question. Lors du cycle III, la méthode retenue pour le calcul de l'excessivité des tarifs reposait sur le postulat que les tarifs de TDF du cycle II étaient eux-mêmes non excessifs, ce qui n'a jamais été démontré. A cet élément, s'ajoute la possibilité pour TDF d'augmenter sans justification ses tarifs de début de cycle de 6 % par an dans la limite de 15 % sur la

totalité du cycle. Plutôt qu'une mesure de non excessivité des tarifs, la règle en vigueur au cycle III fut donc uniquement une limitation de l'augmentation des tarifs.

Afin de palier ce défaut du cycle III, le Groupe M6 soutient qu'il est aujourd'hui possible de définir l'excessivité des tarifs en utilisant les sites alternatifs déjà déployés. Les plus de 400 sites alternatifs existants constituent une base suffisante pour définir un tarif moyen par catégorie pertinente fonction de caractéristiques techniques (PAR, hauteur d'antenne, nombre de panneaux, etc.). Pour un site TDF donné, la limite de non-excessivité du tarif pourrait alors être fonction du tarif moyen des sites alternatifs de même catégorie proposés par les diffuseurs sur la période 2012-2015. Un coefficient multiplicateur, à déterminer par l'ARCEP, pourrait être appliqué à ce tarif moyen afin de laisser une latitude commerciale à TDF.

Conditions de résiliation

Le projet de décision de l'ARCEP est trop vague s'agissant de la flexibilité dans les durées et les conditions de sortie des contrats du marché amont. Un groupe de travail réunissant l'ensemble des opérateurs de diffusion, sous l'égide de l'ARCEP, doit permettre de préciser ces conditions. La flexibilité des contrats du marché amont est absolument fondamentale à la fois pour l'émergence de nouveaux sites alternatifs et pour la mutualisation de plusieurs multiplex sur un même site. La durée d'engagement devrait ainsi être assouplie de manière à permettre au diffuseur alternatif proposant un nouveau site de faire correspondre la date de fin de son contrat chez TDF avec la date de mise en service de son site alternatif. Le corollaire de cette proposition consiste bien entendu à assouplir les conditions de sortie des contrats d'hébergement en cours lorsqu'un diffuseur a la possibilité de faire émerger un site alternatif en avance de phase par rapport aux dates de fin des contrats en cours. Cette absence de possibilité lors des cycles de régulation antérieurs a largement pénalisé l'émergence de sites alternatifs, notamment sur le réseau principal, car elle contraint le diffuseur alternatif à se caler sur les dates de fin des contrats, retardant ainsi certains projets de plusieurs années.

Date de publication annuelle de l'offre de référence de TDF

La modification de la date de publication annuelle de l'offre de référence de TDF ne nous semble pas présenter beaucoup d'intérêt. En revanche, il convient de ne pas autoriser des publications anticipées décidées unilatéralement par TDF, sans que les multiplex n'aient été consultés au préalable par l'ARCEP.